Burundi : Mise au point de l’opposition sur le processus électoral en cours

@rib News, 06/07/2010DECLARATION AU SUJET DE LA PARTICIPATION AUX ELECTIONS LEGISLATIVESLâ€™ADC-
IKIBIRI porte Ã la connaissance de lâ€™opinion nationale et internationale ce qui suitÂ :Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â I. Les faits au s
mascarade Ã©lectorale.1. AprÃ¨s avoir rejetÃ©, Ã juste titre, les rÃ©sultats falsifiÃ©s des Ã©lections communales du 24 mai 20
lâ€™ADC-IKIBIRI a demandÃ© leur annulation, la rÃ©vocation de la CENI pour manquements graves et lâ€™ouverture dâ€™u
pour mettre en place les conditions dâ€™Ã©lections justes, honnÃªtes et transparentes.

2. Le chef de lâ€™Etat nâ€™a pas daignÃ© rÃ©pondre Ã ces demandes rÃ©alistes et justifiÃ©es.3. ConsidÃ©rant dÃ¨s lors qu
conditions dâ€™une compÃ©tition libre et honnÃªte nâ€™Ã©taient pas remplies et ne voulant nullement Ãªtre complices dâ€™u
sabordage de la dÃ©mocratie, les partis membres de lâ€™ADC-IKIBIRI se sont retirÃ©s de la compÃ©tition.4. Au lieu de mesur
la gravitÃ© de la situation, le chef de lâ€™Etat, la CENI et le Ministre de lâ€™IntÃ©rieur ont prÃ©fÃ©rÃ© foncer vers lâ€™incon
situationÂ : le Ministre de lâ€™IntÃ©rieur a instruit les gouverneurs et la police dâ€™interdire toute rÃ©union de lâ€™opposition
ainsi le principe du multipartisme reconnu par la ConstitutionÂ ; la CENI a maintenu le calendrier et le chef de lâ€™Etat
candidat du parti au pouvoir a Ã©tÃ©, en toute illÃ©galitÃ©,Â le seul autorisÃ© Ã faire campagne.5. Pour cette mascarade soli
du Chef de lâ€™Etat, on a forcÃ© la population Ã aller voter sous les menaces comme le tÃ©moignent les rapports prÃ©limina
des observateurs tant nationaux quâ€™internationaux, notamment Ã Muyinga, Ngozi et Karusi. Les membres des CECI qui
Ã©taient absents ont Ã©tÃ© remplacÃ©s par des militants zÃ©lÃ©s du CNDD-FDD. Les ProcÃ¨s-verbaux Ã©taient signÃ©s Ã
comme par exemple Ã Kinama et Ã Ngagara, oÃ¹ les journalistes de la RadiotÃ©lÃ©vision Renaissance ont Ã©tÃ© menacÃ©s
avoir fait constater cela.6. Constatant que le taux de participation a Ã©tÃ© trÃ¨s faible, le prÃ©sident de la CENIÂ a supprimÃ©
unilatÃ©ralement la nuit Ã©lectorale pour manipuler et gonfler le taux de participation qui, de lâ€™avis des observateurs
honnÃªtes, nâ€™atteignait pas Â 30%.Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â II. Position et exigences de lâ€™ADC-IKIBIRIA. Position de lâ€™
IKIBIRI ne reprendra sa participation au processus Ã©lectoral quâ€™aprÃ¨s les conclusions issues dâ€™un cadre de dialogue p
vider le contentieux Ã©lectoral relatif aux violations de la Constitution et du code Ã©lectoral par la CENI. Ces violations de la
loi ont ainsi favorisÃ© les irrÃ©gularitÃ©s et les fraudes massives qui ont caractÃ©risÃ© la sÃ©rie de mascarades Ã©lectorales
Lâ€™ADC-IKIBIRI ne reconnaÃ®tra pas Pierre Nkurunziza comme prÃ©sident de la RÃ©publique, Chef de lâ€™Etat, car les
dispositions constitutionnelles relatives Ã lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle nâ€™ont pas Ã©tÃ© respectÃ©es. Il est et reste le PrÃ
sortant et son mandat expire dÃ©finitivement Ã terme Ã©chu.3. Lâ€™ADC-IKIBIRI considÃ¨re que le Chef de lâ€™Etat, la CEN
Ministre de lâ€™intÃ©rieur ont violÃ© la Constitution, attentÃ© au pacte rÃ©publicain et en rÃ©pondront devant lâ€™histoire. L
IKIBIRI considÃ¨re un tel acte comme un cas de haute trahisonÂ aux allures dâ€™un Coup dâ€™Etat constitutionnel.4. Lâ€™AI
IKIBIRI dÃ©plore la ghettoÃ¯sation politique du camp prÃ©sidentiel engluÃ© dans une logique dâ€™affrontement et de violence
caractÃ©risÃ©e par les assassinats, lâ€™emprisonnement des opposants, la violation de leurs droits civils et politiques, le refus
du droit de voyager; etc. alors quâ€™un dialogue franc peut venir Ã bout, Ã moindre coÃ»t, des blocages actuels.5. Lâ€™ADC
IKIBIRI considÃ¨re comme une complicitÃ© Â la rÃ©action timorÃ©e de la CommunautÃ© Internationale qui nâ€™a pas le cour
dÃ©savouer clairement les graves violations de la Constitution et du Code Electoral par la CENI et le PrÃ©sident de la
RÃ©publique sortant et attire son attention sur ses responsabilitÃ©s dÃ©coulant des consÃ©quences liÃ©es aux dÃ©rapages
Ã©ventuels.6. Lâ€™ADC-IKIBIRI prend Ã tÃ©moin la communautÃ© nationale et internationale sur sa bonne foi, son attacheme
la paix et son offre de dialogue pour assurer au Burundi les fondements solides dâ€™une dÃ©mocratie mise en pÃ©ril par les
acteurs citÃ©s.B. Exigences de lâ€™ADC-IKIBIRICompte tenu de tout cela, lâ€™ADC-IKIBIRI exigeÂ :1. La libÃ©ration sans co
de tous les militants de lâ€™opposition injustementÂ Â Â Â incarcÃ©rÃ©s.2. Lâ€™arrÃªt immÃ©diat des violations des droits ci
politiques des leaders et militants de lâ€™opposition. 3. La suspension du processus Ã©lectoral en attendant les conclusions
du dialogue rÃ©clamÃ©.4. La dÃ©signation dans les meilleurs dÃ©lais dâ€™un comitÃ© technique prÃ©paratoire du dialogue p
comprenant des experts de lâ€™ONU, de lâ€™Union EuropÃ©enne, des Etats Unis, de lâ€™Union Africaine,Â de lâ€™Institut
Bashingantahe, ainsi que les dÃ©lÃ©guÃ©s des partis politiques en conflit.Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â
juillet 2010Â Pour lâ€™ADC-IKIBIRIÂ Â Â Â Â Â
Â Porte-parole